



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 4 octobre 2021

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **11 octobre 2021**.

L'an deux mille vingt et un, **le quatre octobre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 28 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 27

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Aurélien **LECACHEUR** (présent à partir de la délibération n° 119), Aliké **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Sandrine **VEERAYEN**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Virginie **LAMBERT** (présente à partir de la délibération n° 126), Nicole **LANGLOIS**.

Excusés ayant donné pouvoir : 6

Damien **GUILLARD** donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Jean-Luc HEBERT
Catherine **OMONT** donne pouvoir à Sandrine VEERAYEN
Arnaud **LECLERRE** donne pouvoir à Virginie LAMBERT
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Retardés : 2

Aurélien **LECACHEUR** (présent à partir de la délibération n° 119)
Virginie **LAMBERT** (présente à partir de la délibération n° 126)

Secrétaire de séance

Nicolas **BERTIN** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 4 octobre 2021

2021.10/125

RESSOURCES HUMAINES – RECRUTEMENT – CONTRAT DE PROJET – CONSEILLER SOCIAL ET EN INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE– AUTORISATION

M. Jérôme DUBOST, Maire – En application de l'article 3 II. de la loi n°84-53, les collectivités territoriales peuvent désormais, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, recruter un agent sous contrat dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

Le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an, et d'une durée maximale fixée par les parties dans la limite de 6 ans. Le contrat peut être renouvelé pour mener à bien le projet dans la limite de ces 6 années.

La procédure de recrutement sous contrat de projet doit respecter la procédure prévue pour les emplois permanents, fixée par le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019, et fait l'objet d'une déclaration de vacance d'emploi.

La Ville de Montivilliers entend ainsi recruter un conseiller social et en insertion socioprofessionnelle qui aura vocation à effectuer les missions suivantes :

- Assurer le suivi de la convention RSA avec le département,
- Élaborer le parcours individualisé d'insertion professionnelle,
- Animer et développer du partenariat avec les différents acteurs de l'insertion sociale et professionnelle,
- Participer à la définition et mise en œuvre d'une politique d'insertion sociale et professionnelle,
- Constituer des dossiers d'aide légale et facultative
- Animer l'action « un réseau pour un boulot »
- Accueillir, informer et orienter les publics en insertion sociale et professionnelle.

Recruté pour une durée d'un an à compter de sa date de recrutement, à temps complet, le conseiller social et en insertion socioprofessionnel est classé en catégorie B, sur le grade de rédacteur, rémunéré par référence à la grille indiciaire en vigueur.

Dans cette optique, je vous propose d'adopter cette délibération afin de permettre à notre ville d'accueillir un conseiller social et en insertion professionnelle en contrat de projet :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 3 II,

VU le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

VU la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

VU le décret n° 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique

VU l'avis du comité technique en date du 27 septembre 2021 ;

VU le budget de l'exercice 2021,

CONSIDÉRANT

- Qu'il revient au Conseil Municipal de délibérer sur la création de contrat de projet ainsi que sur les modalités de recrutement,
- Que, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le contrat de projet est prévu pour répondre à un besoin temporaire, il prendra donc fin lors de la réalisation du projet pour lequel il a été conclu à savoir accompagner les différents publics dans l'élaboration d'un parcours favorisant leur insertion socio professionnelle et/ou professionnelle,
- Que l'emploi à temps complet est classé en catégorie B, sur le grade de rédacteur et est rémunéré par référence à la grille indiciaire en vigueur,
- Que le régime indemnitaire institué par la délibération du 10 décembre 2018 est applicable.

VU le rapport de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- De créer un emploi de conseiller social et en insertion socioprofessionnelle sous la forme d'un contrat de projet pour une durée d'un an à compter de la date de recrutement du candidat, à temps complet;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif au recrutement et au parcours professionnel du conseiller social et en insertion socioprofessionnelle ;

Imputation budgétaire

Exercice 2021

Budget Principal

Chapitre 12

Nature 6413

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Pour : 31

Contre : 0

Retardés : 2 (V. LAMBERT + pouvoir A. LECLERRE)

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.